

1000 milliards de litres d'eau perdus chaque année en France constate l'association Connexion 21



Il faut gagner la bataille de l'eau avant qu'il ne soit trop tard

L'eau est l'un des enjeux les plus cruciaux pour tous les habitants de la planète. Des populations sont déjà obligées de migrer, du fait de l'épuisement de la précieuse ressource mais la gabegie continue. Elle n'est pas seulement le fait d'individus insouciants. Certes, nous ne nous comportons pas toujours de manière responsable, lorsque nous ne fermons pas un robinet comme il conviendrait. Mais cela n'est rien à côté des 1000 milliards de litres d'eau perdus chaque année en France, à cause de la vétusté des canalisations !

Pointer les vraies sources de gaspillages

Il faut, au contraire, agir en amont. Chaque année, dans notre pays, le quart de l'eau potable est perdu à cause de fuites dans les installations trop anciennes. Mais dans les zones rurales, la proportion passe à 80%! Il est impérieux de lancer au plus tôt un vaste chantier de rénovation. Au rythme actuel des pouvoirs publics, il faudrait 170 ans pour renouveler tout le réseau, alors que la durée de vie maximale d'une canalisation ne doit pas excéder 80 à 100 ans.

D'autres pays agissent. Pourquoi pas nous ?

De même, il conviendrait d'agir sur les nappes phréatiques, pour éviter les pénuries de plus en plus fréquentes. Des pays confrontés à la rareté, à l'exemple de l'Australie ou d'Israël, ont développé des techniques de traitement des eaux usées pour recharger les nappes souterraines. La France maîtrise ces technologies en la matière, mais elle ne les met pas en pratique. Dans ce dossier, comme dans bien d'autres, liés aux infrastructures, il manque une vision de long terme.

Savoir reconnaître les priorités

La réfection des canalisations nécessite une enveloppe budgétaire de 1,6 milliard d'euros par an, mais surtout demande une ambition. L'Etat semble ne disposer ni de l'une ni de l'autre. Les collectivités locales ne sont pas davantage armées pour répondre au défi. Sauf à s'imposer des priorités dans leurs dépenses. D'ailleurs, ne serait-il pas légitime que les particuliers puissent s'exprimer sur les choix ou non choix effectués sur ce sujet ?



Contact Presse

Galivel & Associés - Carol Galivel / Laurent Bartoleschi - 01 41 05 02 02

21-23, rue Klock – 92110 Clichy - Fax : 01 41 05 02 03 - galivel@galivel.com - <http://www.galivel.com>

Les citoyens contribuables doivent avoir leur mot à dire

L'effort demandé à chaque foyer s'élèverait à 4€ par an ! Si c'est à ce prix que la bataille de l'eau potable peut être gagnée en France, qui ne signerait pas en faveur d'un tel investissement ? C'est une question de salubrité publique. Mais il faut faire vite. Si un retard trop important est pris, il sera très coûteux de le rattraper.

Les entreprises françaises sont parmi les meilleures du monde

La France compte les meilleures sociétés du monde en matière de gestion et de traitement de l'eau. Leur savoir-faire est impressionnant. C'est pourquoi il est si rageant de le voir sous-employé. « *Nos entreprises ont pris le virage du digital, de la responsabilité sociétale, de l'économie frugale. Elles sont en mesure de répondre techniquement aux enjeux. Encore faut-il que des commandes leur soient passées* » constate Hervé Biancarelli, Vice-président de Connexion 21.

Une vitrine du savoir-faire

Connexion 21 a mis en ligne sur son site (<http://connexion21.org/>) un dossier thématique sur le sujet. Les technologies passées en revue montrent bien que la chaîne de l'eau pourrait, d'ores et déjà, être connectée, prédictive, en un mot, intelligente. Si leur utilisation était généralisée, des capteurs pourraient transmettre, en temps réel, des centaines de milliers d'informations sur le débit des fleuves, la qualité de l'eau, le niveau des stations de pompage, les prévisions météo. De la sorte, chaque usine de traitement pourrait moduler son rythme de production afin d'éviter la pénurie ou la surconsommation.

De même, les 900 000 km de canalisations que compte la France pourraient être équipés de capteurs de repérage de fuites. Tandis que les compteurs installés chez les particuliers pourraient aussi se révéler de précieux informateurs. Les stations d'épuration pourraient produire leur propre énergie. Tout cela est techniquement possible. Seul manque le passage à l'action. Faudra-t-il une mobilisation citoyenne pour que les pouvoirs publics comprennent l'urgence en la matière ?

A propos de Connexion 21

Cette association loi 1901 a été créée par une vingtaine d'acteurs des travaux publics - Alkern, Bergerat-Monnoyeur, Cemex, CIM Béton, CISMA, FNTP, JCB, Lafarge-Holcim, Liebherr, Loxam, Manpower, PAM Saint Gobain, Point P Travaux publics, PUM Plastiques, Renault Trucks, Seimat, Stradal, UNICEM, UMTM - pour défendre les projets d'infrastructures, et pour souligner l'enjeu, vital pour l'avenir, d'être à la hauteur en la matière. La contribution, à terme, est de sensibiliser le grand public comme les décideurs à l'importance cruciale d'accroître les investissements dans l'entretien et la création d'infrastructures.

L'association est représentée par : Eric Berger, Président et Hervé Biancarelli, Vice-président

Retrouver en ligne

- [Le communiqué de presse complet](#)
- [Les images HD](#)
- [Toutes les informations sur Connexion 21](#)
- www.connexion21.org et [@Connexion_21](https://twitter.com/Connexion_21)



Contact Presse

Galivel & Associés - Carol Galivel / Laurent Bartoleschi - 01 41 05 02 02

21-23, rue Klock – 92110 Clichy - Fax : 01 41 05 02 03 - galivel@galivel.com - <http://www.galivel.com>